

gré notre bonne volonté d'autrefois, nous avons grandement péché contre l'intérêt national. Nous nous étions solennellement engagés à réparer les injustices de nos prédécesseurs envers les malheureux Métis; nous avions promis de faire oublier la mise à prix de la tête de M. Riel par notre maître MacKenzie; nous avons failli à nos engagements. Nous sommes des banqueroutiers de l'honneur national, et de la parole jurée. Manitoba n'est pas satisfait *Mcá cu'pa!*

M. Fournier à son tour levrait les yeux au ciel, pour partager les remords de M. Geoffrion en bon frère, comme il partage avec lui les bienfaits du pouvoir; puis de sa voir dolente, il s'arracherait de tristes aveux. "J'ai péché, je l'avoue, j'avais promis dans mes discours et par mes votes en parlement, de rendre justice aux catholiques du Nouveau-Brunswick. Il m'a été impossible de tenir ma parole MacKenzie ne voulait pas. J'étais placé dans l'alternative de résigner et de perdre mon salaire de \$7,000 par année ou de rester quand même à mon poste. C'était un rude sacrifice. Sachez que j'e n'avais plus de clientèle à Québec, lorsque je suis arrivé ministre, j'ai eu recours à une petite ruse pour me sauver mais c'est si peu de chose que j'es père en obtenir le pardon, cependant puisqu'il faut tout avouer, ici, je dois vous dire que les catholiques du Nouveau-Brunswick, sont moins d'être contents *Mcá culpá.*

Nous avons, Geoffrion, Letellier, nos autres amis et moi promis de réduire les taxes, mais le parti est si exigeant! vingt années de jeûne lui ont tellement creusé l'estomac, qu'il a fallu augmenter les taxes de trois millions. Il est vrai que ces affreux conservateurs les

avaient diminuées de 2 millions. Que voulez-vous? Ils avaient des mines d'or à leurs disposition. Je m'accuse de cette taxe; pardon de cette faute. Me pardonnerez-vous, hélas! *Mcá, maximá culpá.*

Puis, tous trois reprenaient en chœur: "Notre confession n'est pas finie; les plus gros péchés nous pèsent encore sur la conscience politique, et nous nous mettons trois pour lessoulever. Nous avons sacrifié les intérêts matériels du Bas-Canada, autant que ses intérêts nationaux; nous l'avons dépouillé de ses biens autant que froissé dans ses sentiments. Oui, c'est triste à dire, nous avons laissé MacKenzie donner \$4,000,000 au *Northern Railway*; nous lui avons permis de donner \$4,000,000 au chemin de la Baie Georgienne, entreprise purement locale, dont Ontario sera seul à profiter, et nous l'avons soutenu lorsqu'il a refusé de donner un seul sou au chemin de colonisation du Nord de Montréal. Encore une fois, le Bas-Canada a été sacrifié d'une façon outrageante, hélas! *Nostrá, maximá culpá!*

Pour continuer notre supposition, nous supposons qu'arrivé à ce point, le peuple-juge, indigné, arrêterait les pénitents pour leur infliger une pénitence proportionnée à tant de crime en les accablant de son dégoût et de son mépris. Il nous incombe de continuer leur confession pour eux; il nous faut la compléter. Il nous faut faire remarquer que ce même M. MacKenzie qui refusait de tenir s-s promesses à l'égard du Chemin de Colonisation est le même MacKenzie qui voulait, il y a quatre ans, charger le Bas-Canada d'une dette de quatre millions, pour paralyser le mouvement progressif de notre province et donner le coup de grâce à